

Ce que nous pensons

Les anjouanais dans leur majorité sont piégés par un régime fantoche et des benêts approbatifs continuent de soutenir un homme dangereux.

Le spectre d'un éclatement définitif plane, aujourd'hui, encore sur les Comores. Mohamed Bacar cherche à tourner en bourrique les principes de l'union. Cette tactique ne date pas d'aujourd'hui. Elle a été pratiquée régulièrement sous Azali. Ceux, ce qui nous lisent, qui soutiennent Med Bacar et le séparatisme ne s'aventurent d'ailleurs jamais à faire allusion du bilan du séparatisme. En effet il est catastrophique. Sinon apportez des preuves concrètes chiffrées sur la hausse de la richesse, sur la diminution de la corruption, sur l'électricité, les arriérés de salaire, les privations des libertés,... Un acheminement lent mais sûr vers un régime haineux et liberticide. Or l'une des conditions premières du redéveloppement est la liberté: liberté de faire des choix politiques par l'exercice du vote et donc la possibilité d'infliger une sanction au gouvernement en place, liberté d'expression pour inciter les politiques à la transparence, liberté d'accès aux ressources afin de permettre la réduction des inégalités et de la pauvreté. S'il y a un homme déterminé à tenter un rétablissement c'est bien Sambu, n'en déplaise à ses détracteurs. Si Sambu échoue, il est alors évident que sa politique va s'enliser vers un immobilisme qui ne profitera pas aux anjouanais. Alors qu'à la Grande Comores commence aussi à pointer le séparatisme grâce à un effet miroir. Le diable a des manières, il ne vient que si on l'invite. Les grands comoriens doivent savoir et prendre en compte le fait que les anjouanais dans leur majorité sont piégés par un régime fantoche et des benêts approbatifs continuent de soutenir un homme dangereux. Il ne faut pas tomber dans le piège de l'effet miroir. Aujourd'hui les grands comoriens doivent pardonner les anjouanais. Nous pouvons d'ailleurs féliciter ce peuple d'avoir su faire preuve de retenu et de sang froid

Situation aux Comores (14 juin 2007)

La France suit attentivement l'évolution de la situation aux Comores à la suite du premier tour de l'élection des présidents des îles autonomes, le 10 juin. Les résultats définitifs du premier tour n'ont pas encore été annoncés par la Cour constitutionnelle. Le second tour aura lieu en principe sur les trois îles le 24 juin.

L'Union africaine a condamné fermement le scrutin qui a été organisé sur l'île d'Anjouan malgré la décision de report au 17 juin, prise par le président de l'Union des Comores. Le colonel Mohamed Bacar a proclamé sa réélection dès le premier tour. Nous considérons que cette élection n'est pas valide. Nous soutenons pleinement les efforts de l'Union africaine qui tente de négocier avec le colonel Bacar une issue à cette situation de crise. Celle-ci devrait consister à organiser le premier tour de cette élection à Anjouan dimanche prochain, en présence des forces de sécurisation de l'UA et des observateurs internationaux.

La France réitère son appui à l'intégrité de l'Union des Comores. Elle apporte son soutien au processus électoral en étroite concertation avec l'Union africaine, l'OIF et l'Afrique du Sud. Elle a notamment versé 450 000 euros pour l'organisation et la sécurisation du scrutin et apporté un appui logistique, en assurant le transport de troupes intégrées à la force de l'Union africaine provenant de pays de la Commission de l'Océan indien.

Ça déménage!

Le déménagement commence Mohamed Bacar n'a pratiquement rien chez lui. Il a tout embarqué. Destination incognito pour l'instant. Pour une personne qui s'assure que rien ne peut lui arriver, vider la maison a incité le Roi Fort aussi de faire de même. Kaambi El Yachroutui, le nain de la farce a envoyé sa mère à Mayotte, sa femme a refusé de quitter Anjouan. Problème ! il est dit que Mohamed Bacar a passé la nuit de jeudi loin de son Barakani natal. Il n'a pas passé la nuit non plus chez l'une des concubines, mais chez un proche...à Mutsamudu. Pour être plus précis, à...Chitsangani.

Wasuya wa Mdzadé

Que ceux qui rêvent au débarquement de 1997 en pensant que les anjouanais peuvent massacrer les soldats de l'UA comme ils l'ont fait et ça va donner une image positive à Mohamed Bacar avec ces mythes et légendes. Nous rappelons que si ils débarquent à Anjouan, attention aux mandats d'arrêts international qui seront émis au cas de meurtre.

Election et crise anjouanaise : Quand temps commence à manquer

" Nous ne sommes pas les joueurs, nous ne sommes pas les acteurs. Nous sommes ici pour les Comoriens qui sont souverains", a dit Francisco Madeira, ajoutant : "l'Union Africaine et la Ligue des Etats arabes ne permettront pas l'instabilité aux Comores".

Moroni, mercredi 13 juin 2007 (HZK-Presse) – Le temps commence à manquer. C'est ce qu'a déclaré, hier mercredi devant la presse, l'envoyé spécial du président de la Commission de l'Union Africaine (UA) à Moroni, Francisco Madeira, parlant de la crise anjouanaise et du scrutin prévu pour s'y tenir le dimanche prochain. D'après M. Madeira, depuis le dernier défi lancé aux institutions de l'Union des Comores par le colonel Mohamed Bacar qui a rejeté le décret reportant la tenue de l'élection du président de l'île au 17 juin, les négociations sont rompues. La rupture, a révélé M. Madeira, ouvre la voie à toutes les options pour résoudre la crise anjouanaise et rétablir la stabilité et l'unité du pays.

Francisco Madeira a indiqué que si une option militaire devait être prise, elle ne serait que le fait du gouvernement comorien souverain qui a l'initiative et non ses partenaires parmi lesquels la Ligue des Etats arabes dont la mission séjournant en ce moment aux Comores est coordonnée par Abdel Hakim Refay en compagnie de Zeïd Essaban, membre du Secrétariat général de la Ligue et de Nabil Goddi

Mezali.

S'adressant aux journalistes en présence du colonel tanzanien, Daniel Igothi, du commissaire M. J. Fryer de la police sud-africaine (présents à Moroni dans le cadre de la sécurisation des élections) et de Masilo E. Mabeta, ambassadeur de la République d'Afrique du Sud à Moroni, M. Madeira a exprimé son assurance quant à la tenue du scrutin du 17 juin à Anjouan. "L'élection aura lieu dimanche, a-t-il dit, ou une autre fois mais sans certaines personnes".

Interrogé si par "certaines personnes", il fallait entendre le président Bacar et si sa candidature serait acceptée par l'Union Africaine, l'envoyé d'Alpha Oumar Konaré a précisé que cette question relève de la souveraineté des Comores.

"En quoi cela vous intéresse que l'initiative soit des Comores ou de l'UA ?", a-t-il répondu à la question du correspondant de l'AFP, désireux de savoir à qui appartient l'initiative au cas où ce serait l'option militaire qui serait suivie. "Nous ne sommes pas les joueurs, nous ne sommes pas les acteurs. Nous sommes ici pour les Comoriens qui sont souverains", a dit Francisco Madeira, ajoutant : "l'Union Africaine et la Ligue des Etats arabes ne permettront pas l'instabilité aux Comores". Dans ce "feuilleton en plusieurs épisodes" qui se joue aux

Comores depuis dix ans pour ne pas dire depuis avant, les Comoriens sont, en effet, les seuls et les premiers responsables. A charge pour eux de trouver, les premiers, les solutions les plus adéquates à leurs problèmes.

Trente-deux ans d'indépendance, certes, ce n'est rien pour la vie d'une nation. Mais c'est suffisant pour la vie d'un homme et surtout des dirigeants d'une nation pour comprendre qu'on ne fait pas des omelettes sans casser les œufs. Construire une nation c'est cela aussi : apprendre à faire des omelettes. [Cette leçon a été bien assimilée par le Président Sambin. dir].

Source : M. Hassani - 130607/ha/hzkpresse/21h00

DECLARATION SUR LA SITUATION QUI PREVAUT A ANJOUAN

Nous, collectif des Associations Estudiantines Anjouanaises à Madagascar, sommes réunis en ce jour 13 juin 2007, suite aux derniers développements de la situation à Anjouan. A cet effet, nous avons arrêté les conclusions suivantes :

- vu la décision unilatérale prise par les autorités intérimaires de l'île d'Anjouan d'organiser l'élection présidentielle dans l'île le 10 Juin 2007 dernier, alors que le pouvoir central, aussi bien que les autres candidats à cette élection et la communauté internationale avaient décidé de la reporter au 17 Juin 2007 ; - vu que cet acte constitue une défiance manifeste à l'égard du pouvoir fédéral et la communauté internationale ;
- convaincus que de tels actes ne peuvent que freiner le bon fonctionnement de l'Etat, conduire à une balkanisation de notre pays et installer l'anarchie ;
- mesurant les conséquences néfastes qui peuvent découler d'une telle situation, notamment un isolement aggravé de l'île, mais aussi la dégradation du niveau de vie déjà précaire auquel vivent nos familles respectives ;

Nous condamnons de la manière la plus ferme l'élection tenue à Anjouan le 10 Juin 2007, rejetons d'avance la prétendue investiture prévue le 14 Juin prochain. Et appelons les autorités fédérales ainsi que la communauté internationale à maintenir l'organisation de cette élection à une date ultérieure comme étant prévu, Grande était notre étonnement d'avoir constaté qu'un simple candidat parmi tant d'autres a pris l'initiative et / ou même ordonné l'organisation d'une élection,

Ce faisant, nous invitons les autorités qui assurent l'intérim dans l'île d'Anjouan, en particulier le chef de l'exécutif de prendre leurs responsabilités ou de présenter leurs démissions afin de pouvoir apaiser cette situation ;

Nous dénonçons de la même manière les personnalités qui ayant exercé de hautes fonctions dans notre pays et condamné à cette occasion les idées séparatistes des autorités anjouanaises, s'allient aujourd'hui à ces dernières pour le seul but d'entraver les autorités de l'Union d'exercer leurs prérogatives dans l'île.

Sachant que certains d'entre eux viennent de solliciter les suffrages des comoriens aux dernières élections de l'Union des Comores, nous ne pouvons que conclure avec l'envoyé spécial de l'Union Africaine dans cette crise, Monsieur FRANCISCO MADEIRA que « Les hommes politiques comoriens s'intéressent beaucoup du pouvoir que du développement de leur pays ».

C'est en ce sens que, nous lançons un appel à tous nos compatriotes, aux anjouanais en particulier, où qu'ils se trouvent de s'attaquer courageusement et résolument au séparatisme. Celui-ci, entretenu par des Comoriens et à ce que le Président SAMBI a qualifié de « forces occultes » mine notre pays. La lutte contre ce vice serait salutaire et garantirait la pérennité de notre Nation.

Vive l'Union des Comores.

Collectif des Associations Estudiantines Anjouanaises à Madagascar